

Québec, le 19 mars 2019

Objet : Traitement de la déduction relative aux
opérations d'un centre financier international
aux fins de la détermination du revenu protégé
N/Réf. : 19-045310-001

*****,

La présente est pour faire suite à la demande que vous nous avez transmise concernant le traitement fiscal de la déduction relative aux opérations d'un centre financier international, ci-après désigné « CFI », aux fins de la détermination du revenu protégé en vertu de l'article 308.6 de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ci-après désignée « LI ».

LES FAITS

Une société privée sous contrôle canadien, ci-après désignée « Opco », a été constituée le *****.

Depuis sa constitution, et jusqu'au ***** 20X1, Opco a exploité un CFI et au cours de cette période elle a annuellement bénéficié de la déduction relative aux opérations d'un CFI dans le calcul de son revenu imposable, et ce, en vertu de l'article 737.14 de la LI.

Opco désire procéder à la détermination de son revenu protégé, ci-après désigné « RP », et de son revenu protégé en main, ci-après désigné « RPEM », depuis sa constitution.

QUESTIONS

1. Vous désirez connaître le point de départ du calcul du RP pour Opco, et ce, à la lumière des décisions rendues dans les affaires *454538 Ontario Ltd*¹ et *Kruco*². À cet égard, vous désirez savoir si la position que nous avons émise ***** dans laquelle nous avons considéré que le « revenu imposable annuel » constituait le point de départ du calcul du RP, est toujours applicable.
2. Vous désirez également savoir si les montants réclamés à titre de déduction relative aux opérations d'un CFI dans le calcul de son revenu imposable doivent être exclus dans le cadre de la détermination du RPEM d'Opco.

OPINION

Pour répondre à votre première question, tel que vous le mentionnez, le paragraphe *c* de l'article 308.6 de la LI prévoit que le revenu gagné ou réalisé par une société, pour une période pendant la totalité de laquelle elle était une société privée, est réputé son revenu déterminé par ailleurs pour la période, en supposant qu'aucun montant n'est déductible par elle à l'égard de cette période en vertu du paragraphe *j* de l'article 157 de la LI, tel qu'il se lisait avant sa suppression, et des articles 230.1 à 230.11 de la LI, tels qu'ils se lisaient avant leur abrogation.

Les affaires *454538 Ontario Ltd* et *Kruco*³, nous enseignent que le « revenu déterminé par ailleurs » signifie le revenu déterminé en vertu de la section B de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), c. 1, (5^e suppl.)), ci-après désignée « LIR »⁴.

Ainsi, à la lumière de ces décisions, nous partageons la position de l'Agence du revenu du Canada, ci-après désignée « ARC », que le point de départ du RP est le revenu net fiscal.

Or, la position que nous avons émise ***** n'est plus valide, car elle est antérieure à ces décisions.

¹ *454538 Ontario Limited v. The Queen*, 93 DTC 427.

² Confirmée par la Cour d'appel fédérale, *Canada c. Kruco Inc.*, 2003 CAF 284.

³ *Canada c. Kruco Inc.*, 2003 CAF 284, par. 18.

⁴ Livre III de la partie I de la LI.

Quant à votre deuxième question, tel que vous l'indiquez, nous avons mentionné dans une lettre d'interprétation⁵ que nous partageons la position émise par l'ARC dans les *Nouvelles Techniques n° 37* relativement au RPEM.

L'ARC mentionne dans ce document les passages pertinents de la décision *Kruco* de la Cour d'appel fédérale :

« Aux paragraphes 35 à 38 de la décision *Kruco*, la Cour d'appel fédérale a formulé les principes généraux qui doivent gouverner l'établissement du revenu protégé en main. La Cour d'appel fédérale a reconnu que le calcul du revenu protégé d'une société n'est que la première étape du processus et qu'une détermination du revenu protégé en main est requise par la Loi. À cet égard, la Cour d'appel indique ce qui suit au paragraphe 38 de la décision et se fonde sur la décision *Gestion Jean-Paul Champagne* à cet égard :

Il ne fait aucun doute que cet exercice [c'est-à-dire la seconde étape - le calcul du « revenu protégé en main »] exige *un examen* afin de vérifier si le « revenu gagné ou réalisé » *est resté en mains ou est demeuré disponible* pour financer le paiement du dividende. Il s'ensuit, *par exemple*, que les impôts ou les dividendes payés à même ce revenu doivent être extraits du revenu protégé (voir *Deuce Holdings Ltd.*, *supra* et *Gestion Jean-Paul Champagne Inc.*, *supra*). »

(Emphase ajoutée)

De plus, nous partageons l'interprétation que fait l'ARC de la décision *Kruco* dans ce document, qu'un montant ne serait généralement compris dans le revenu protégé d'une société que dans la mesure où il est inclus dans la détermination de son revenu net à des fins fiscales ou qu'il s'agit d'un rajustement expressément prévu à l'alinéa 55(5)*b*) ou *c*) de la LIR. De même, un montant que la société déduit dans le calcul de son revenu net à des fins fiscales diminuerait son revenu protégé. Dans les autres cas, le revenu protégé ne serait généralement diminué que par les sorties de fonds qui ont lieu après la détermination du revenu net, mais avant que le dividende ait été versé (p. ex., les impôts et les dividendes) dans la mesure où ces débours diminuent le revenu auquel le gain en capital peut être attribuable.

Par conséquent, à la lumière de cette décision et de la position de l'ARC, comme vous l'indiquez, les déductions relatives aux opérations d'un CFI réclamées dans le calcul du revenu imposable d'Opco ne constituaient pas des

⁵ Revenu Québec, lettre d'interprétation 08-001651, « Calcul du revenu protégé – Traitement des dépenses non déductibles », datée du 28 mars 2008.

sorties de fonds qui réduiraient le revenu auquel le gain en capital peut être « raisonnablement attribuable ». Le RP d'Opco à la suite de ces déductions se trouvait toujours entre ses mains.

Par ailleurs, comme le mentionne le juge Dussault dans sa décision *Kruco* de la Cour canadienne de l'impôt⁶, il appert qu'une réduction du RP du montant des déductions relatives aux opérations d'un CFI irait à l'encontre du texte de l'alinéa 55(5)c) de la LIR et du paragraphe c de l'article 308.6 de la LI, car elle aurait pour effet de soustraire du RP des revenus relatifs aux opérations d'un CFI qui font partie du revenu au sens fiscal établi alors qu'ils ne sont pas visés par les rajustements expressément prévus à cet alinéa.

Compte tenu de ce qui précède, nous partageons vos conclusions que les déductions réclamées dans le calcul de son revenu imposable ne doivent pas être exclues du RPEM de la société.

Veillez agréer, *****, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Direction de l'interprétation relative
aux entreprises

⁶ *Kruco Inc. c. La Reine*, 2001 CanLII 565 (CCI), par. 84.